

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 16 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE

ZI des Quatre Nations
44360 Vigneux-De-Bretagne

Référence : N5-2025-1334
Code AIOT : 0006301275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE implanté ZI des Quatre Nations 44360 Vigneux-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 24 avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE
- ZI des Quatre Nations 44360 Vigneux-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006301275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MECAPROTEC Loire-Atlantique exploite, sur le site de Vigneux-de-Bretagne, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Contexte de l'inspection : Suites de la mise en demeure du 24 avril 2024.

Thèmes de l'inspection : rejets aqueux et atmosphériques, surveillance des eaux souterraines, risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.1.13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 11-1-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 11-1-3	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 3-1-8	Sans objet
6	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 4-1-18 et 11-1-4	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 11-1-5	Sans objet
8	Suivi des équipements - Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 8-1-10 et 9-1-2	Sans objet
10	Modification de l'AM du 30-06-2006 par l'AM du 20-04-2023	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 10	Sans objet
11	Rétention des liquides	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Sans objet
12	Rétention des liquides	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II	Sans objet
13	État des stocks	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, la mise en place d'une détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments, objet de la mise en

demeure du 24/04/2024. Il est donc proposé au préfet de lever cette mise en demeure.

Suite à des non-conformités relevées sur les rejets atmosphériques de la chaîne de traitement de surface, l'exploitant a souhaité adapter les valeurs limites d'émission à l'aide d'une évaluation des risques sanitaires, en 2024. L'inspection des installations classées a fait une demande de compléments afin d'instruire cette demande mais les compléments n'ont pas été transmis avant la présente inspection. Les rejets atmosphériques de la chaîne de traitement de surface demeurent donc non conformes.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 1.1.13 et 1.1.4
Thèmes : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Article 1.1.13 : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Article 1.1.14 : Installations autorisées
Constats : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de : <ul style="list-style-type: none">• l'augmentation de la puissance des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation de grenaillage, désormais supérieure à 20 kW (rubrique 2575 à déclaration) ;• la mise en place prochaine d'un pré-traitement des effluents ;• l'acquisition d'un bâtiment à proximité qui n'abritera pas d'activité classée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément à l'article R.181-46 II du code de l'environnement, l'exploitant porte à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, les modifications dernièrement apportées pour régularisation, et celles à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Situation administrative ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 1.1.13
Thèmes : Situation administrative, Modification de prescriptions
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats :

L'exploitant a transmis un Porter à Connaissance en date du 14 juin 2024 concernant une demande d'adaptation des valeurs limite d'émission (VLE) des rejets atmosphériques sur les chaînes de traitement de surface 1 et 3.

Une demande de compléments a été adressée à l'exploitant par l'inspection des installations classées en date du 19 juillet 2024.

A ce jour, il n'y a pas eu de compléments déposés.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées que les compléments sont rédigés. Ils vont être transmis rapidement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les rejets atmosphériques de la chaîne de traitement de surface étant toujours non conformes à l'arrêté préfectoral en vigueur (voir point de contrôle n°3), l'exploitant transmet les compléments sus-mentionnés dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêtés Préfectoraux du 10/11/2016 et 24/10/2019, articles 3-1-7 et 11-1-3

Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3-1-7 : Valeurs limites d'émission

Point de rejet et débit	Paramètres	Concentration en mg/Nm³	Flux en g/h (excepté si précisé)
N°1 40 000 Nm³/h	Acidité totale exprimée en H	0,4	16
	HF exprimé en F	2	5,92
	Cr total	1	27,1 mg/h
	Ni	5	71,25 mg/h
	Alcalins exprimés en OH	10	--
	NO _x exprimés en NO ₂	200	4 000*
	SO ₂	100	--
N°3 20 000 Nm³/h	Acidité totale exprimée en H	0,5	10
	HF exprimé en F	2	40
	Cr total	1	--
	Ni	5	--
	NO _x exprimés en NO ₂	200	4 000*

* Total du flux du rejet N°1 et du flux du rejet N°2

Article 11-1-3 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)

Rejets des installations de traitement de surfaces – Rejets n°1 et 3

Paramètres	Fréquence
Débit	annuelle
Acidité totale exprimée en H	annuelle
HF exprimé en F	annuelle
Cr total	annuelle
Ni	annuelle
Alcalins exprimés en OH	annuelle (uniquement pour le rejet n°1)
NO _x exprimés en NO ₂	annuelle
SO ₂	annuelle (uniquement pour le rejet n°1)

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le rapport des mesures de rejets atmosphériques de l'activité de traitement de surface de l'APAVE, référencé n°135005935-001-1 en date du 20/08/2025.

Pour le laveur de traitement de surface n°1 (point de rejet n°1), des dépassements de valeurs limites d'émissions (VLE) en flux sont constatés :

- Acide fluorhydrique (HF) : flux à 32,91 g/h (VLE à 5,92g/h) ;
- Chrome (Cr) : flux à 0,124 g/h (VLE à 0,0271 g/h) ;
- Nickel (Ni) : flux à 0,098g/h (VLE à 0,07125 g/h).

Il n'y a aucun dépassement de VLE pour le laveur de traitement de surface n°2 (point de rejet n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme stipulé au point de contrôle n°2, la demande d'adaptation de prescriptions des VLE pour les rejets atmosphériques doit être complétée dans les plus brefs délais. L'exploitant mettra ses installations en conformité en fonction des conclusions de l'instruction de ce dossier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-7 et 11-1-3

Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3-1-7 : Valeurs limites d'émission

Point de rejet et débit	Paramètres	Concentration en mg/Nm ³	Flux en g/h
N°2 35 000 Nm ³ /h	Composés Organiques Volatils Non Méthaniques, exprimés en carbone total	100	6 000

Article 11-1-3 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)

Rejets des installations d'application de peintures – Rejet n°2

Paramètres	Fréquence
Débit	annuelle
COVNM	annuelle
Diffus*	annuelle

* Le paramètre des rejets diffus est obtenu par rapport au bilan matières repris au plan de gestion des solvants mentionné à l'article 3.1.8 du présent arrêté. »

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le rapport des mesures de rejets atmosphériques de l'activité de peinture de l'APAVE, référencé n°135005935-001-1 en date du 20/08/2025.

Les rejets sont conformes aux VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-7 et 3-1-8

Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3-1-7 : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux annuel des émissions de COV est limité à 10,56 tonnes.

Article 3-1-8 : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties des solvants des installations concernées.

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le Plan de Gestion des solvants (PGS) de 2024.

Le flux annuel des émissions de solvant est de 2,08 T, soit inférieur à 10,56 T.

Le flux annuel des émissions diffuses est de 34 kg, soit 1,63 % de la quantité de solvants utilisés et inférieur à 25 %.

En 2023, les émissions diffuses étaient de 264 kg. La différence provient du calcul qui est réalisé sur la base de la mesure annuelle des rejets atmosphériques et l'estimation du nombre d'heures de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêtés Préfectoraux du 10/11/2016 et 24/10/2019, articles 4-1-18 et 11-1-4

Thèmes: Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :Article 4-1-18 : Valeurs limites d'émission

Article 11-1-4 : Modalités de surveillance des rejets d'eaux pluviales (fréquence triennale)

Paramètres	Périodicité de mesure
pH	tous les 3 ans
Température	tous les 3 ans
Matières en suspension	tous les 3 ans
Demande Chimique en Oxygène	tous les 3 ans
Hydrocarbures totaux	tous les 3 ans

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le rapport d'analyse des eaux pluviales rejetées de DEKRA, référencé n°LN° 11541914/2101 - 1/ 1 M00 daté du 11/12/2023.

Les résultats sont conformes aux VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 11-1-5

Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après. (...)L'exploitant fait analyser les paramètres suivants sur les 3 piézomètres à une fréquence semestrielle : ph, conductimétrie, chlorures, sulfates, fluorures, orthophosphates, hydrocarbures totaux, aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, fer, nickel, plomb, sodium et zinc.

Constats :

Les résultats de surveillance des eaux souterraines sont versés sur GIDAF de manière trimestrielle.

La dernière mesure, rapport Réf.n° A25.0128.C3 du 20 octobre 2025 permet de constater :

- des impacts en aluminium, nickel et fluorures pour les ouvrages Pz1 (aval) et Pz2 (aval-latéral). Une baisse des teneurs obtenues sur Pz1 pour ces paramètres est à noter entre juin et septembre 2025 et une augmentation des teneurs pour Pz2 sur cette période. Les valeurs restant toutefois supérieures ou égales à celles de 2024 ;
- Teneur élevée en aluminium et en nickel au droit de Pz4 (latéral), à la hausse entre juin et septembre 2025 mais légèrement inférieure aux dernières campagnes de 2024 et inférieure aux teneurs obtenues sur Pz1 et Pz2 ;
- Valeurs de conductivité en baisse pour Pz1 et en hausse pour Pz2 et Pz4, entre juin et septembre 2025 mais équivalentes aux précédentes campagnes de 2024 ;
- Absence d'impact au droit des ouvrages Pz5 (latéral éloigné) et Pz6 (latéral éloigné) localisés hors site ;
- Absence d'impact au droit de l'ouvrage Pz3 (amont) localisé sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des résultats obtenus lors de cette campagne de septembre 2025, l'exploitant suit les recommandations du bureau d'études :

- il poursuit les campagnes trimestrielles de surveillance ;
- il apporte une attention particulière à l'évolution :
 - Des teneurs en aluminium, fluorures et nickel au droit de Pz1 et Pz2 ;
 - De la teneur en orthophosphates au droit de Pz1 ;
 - Des teneurs en aluminium et en nickel au droit de Pz4 et dans une moindre mesure en

<p>fluorures ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ De la teneur en sulfates au droit de Pz1 et Pz2.
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Suivi des équipements - Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/04/2024, articles 1 et 2
Thèmes : Risques accidentels, Moyens de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 : La société MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE, exploitant des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture, à Vigneux-de-Bretagne, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8-1-11 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016, en rendant de nouveau opérationnelle la détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Article 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, en date du 28/04/2025, les documents attestant de la mise en place d'une détection incendie sur l'ensemble des bâtiments (nouvelle centrale gérant désormais la détection incendie et l'évacuation du personnel). À ce stade, il ne manquait plus que la programmation de la partie évacuation du personnel.</p> <p>La mise en place du nouveau système de détection a été constatée lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport du test d'évacuation qui a été effectué le 23/09/2025. Celui-ci indique que l'évacuation, déclenchée par un détecteur manuel, s'est bien effectuée. L'évacuation est donc bien reliée à la détection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport n°20626159 du 15 octobre 2025 de vérification de la détection incendie et le certificat Q7.</p> <p>Aucune observation ne figure dans le certificat Q7.</p> <p>L'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure du 14/04/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite, levée de la mise en demeure

N°9 : Suivi des équipements - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-12
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modifications. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions (...) du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le dernier rapport de vérification électrique réalisé par SOCOTEC, référencé n°94820/25/2755 en date du 05/03/2025.</p> <p>Le rapport conclut à 2 non conformités déjà signalées.</p> <p>Le certificat Q18 conclut à une absence de danger.</p> <p>Le certificat Q19 conclut à une absence d'anomalies.</p> <p>Cependant, le rapport de vérification présente des limites :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • non identification des zones ATEX (Rq p.3) ; • limites des documents fournis (p.3 et 4) ; • non vérifié : Les appareils d'éclairages de l'atelier, et spots extérieurs (<i>Inaccessible, sans moyen d'accès sécurisé.</i>).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veille à l'exhaustivité des vérifications et aux documents transmis au prestataire vérifiant les installations électriques. L'exploitant transmet un plan d'actions pour la levée des 2 non conformités relevées dans le rapport de vérification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Modification de l'AM du 30-06-2006 par l'AM du 20-04-2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 10-II
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Le dispositif de détection [incendie] comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.
Constats : Il a été constaté la mise en place de sondes dans les 2 systèmes d'aspiration des 2 chaînes de traitement de surface (1 et 2). Les sondes sont réglées pour un arrêt de la ventilation et le déclenchement de l'alarme incendie lors d'une élévation anormale de la température des vapeurs aspirées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Rétention des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thèmes : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Toutes les rétentions sont munies d'un détecteur d'alarme en point bas. En cas de présence de liquide dans la rétention, le liquide est pompé manuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Rétention des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-II
Thèmes : Risques accidentels, stockage
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une

capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;
- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m³ ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m³.

Constats :

Les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution sont sur rétention, avec volumes de rétention adaptés aux capacités stockées.

Les deux armoires de stockage des produits dangereux sont également sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thèmes : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant tient à jour son état des stocks via le système "OCTAL". Les produits sont classés par famille (acide/base/divers) et par type de produits. Leur emplacement est identifié. L'actualisation se fait par scan des produits entrants/sortants. Le jour de l'inspection, il y avait sur site (entre autres) : <ul style="list-style-type: none">• 2689 L d'acide stockés ;• 120 L de base stockés ;• 60 L de solvants stockés ;• 291 L de peinture stockés ;• 1040 L de diluant stockés.
Type de suites proposées : Sans suite